

# le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

N°350 - 25 décembre 1981 - 7 janvier 1982

18<sup>e</sup> ANNÉE 2,50F

**A bas la répression capitaliste en Pologne !  
A bas la mobilisation impérialiste !**

## DEFENDRE LES OUVRIERS POLONAIS C'EST L'AFFAIRE DES PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS

Malgré la terreur et les blindés, malgré la destruction d'une partie de leurs organisations et les arrestations de masse, nos frères de classe en Pologne montrent une fois de plus de quelle énergie est capable la classe ouvrière, en poursuivant aujourd'hui le combat: grève à Ursus, dans les mines de Katowice, à Szczecin, aux aciéries de Varsovie et de Cracovie, occupations des chantiers Lénine de Gdansk.

Ils n'y a pas plus de communisme à l'Est qu'à l'Ouest: en Pologne la classe ouvrière est saignée aux quatre veines par une triple exploitation, qui engraisse la classe dirigeante polonaise, l'impérialisme russe et la finance internationale, française comprise. Jaruzelski veut la plier à la loi du profit dans toute sa férocité capitaliste et la remettre au travail pour le compte de tous ses créanciers: tous ferment les yeux puisque c'est «une affaire purement intérieure»! Et c'est pourquoi les ouvriers polonais se battent avec la ténacité de ceux qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes.

**La lutte des ouvriers polonais c'est la lutte des ouvriers de tous les pays! C'est l'affaire des ouvriers du monde entier de la défendre!**

Quand on voit avec quel héroïsme ils résistent à l'ennemi de classe, on imagine ce qu'aurait pu donner cette lutte si elle n'avait pas été freinée depuis des mois par les forces politiques comme le KOR, la social-démocratie et l'Eglise qui ont orienté Walesa et la direction de Solidarité. En prêchant aux ouvriers l'entente nationale et la conciliation, ces courants les ont affaiblis face à l'attaque que Jaruzelski préparait ouvertement depuis trois mois, avec le quadrillage militaire du pays et la prise de la caserne des pompiers de Varsovie. Ils ont empêché les ouvriers combattifs de prendre l'initiative de la grève générale, au lieu d'être réduits à la défensive et privés d'organisation; ils les ont empêchés de préparer systématiquement le travail en direction de l'armée (et pourtant, on signale déjà des cas de fraternisation); de faire des usines et des quartiers ouvriers leurs forteresses.

Le coup d'Etat prouve, aujourd'hui, après le Chili, que les libertés que les travailleurs arrachent par la lutte, ils doivent les utiliser pour préparer l'affrontement avec l'Etat capitaliste, sinon la bourgeoisie, à l'Ouest comme à l'Est, les reprend dès que son ordre est directement menacé: elle montre à nu sa dictature, que les ouvriers ne peuvent abattre qu'en préparant leur propre dictature et la destruction du capitalisme sous ses formes publiques ou privées.

Si les partis et les syndicats qui, comme le PS ou la CFDT, se posent en défenseurs de Solidarité, réclament «les libertés en Pologne», ce n'est pas pour permettre à la classe ouvrière de s'organiser indépendamment des forces bourgeoises et contre l'Etat capitaliste: c'est pour rechercher le consensus afin de favoriser, avec plus de souplesse la «relance de l'économie», bref, pour concilier l'intérêt des prolétaires et celui du capital.

### Prolétaires, Camarades !

La lutte prolétarienne, avec l'affrontement en Pologne, s'est réveillée en grand en plein cœur de l'Europe industrielle, au centre de tous les conflits entre les Etats impérialistes: elle secoue le pacte signé à Yalta sur le dos des ouvriers du monde entier par les rapaces de l'Est et de l'Ouest.

Les forces bourgeoises essaient de détourner cette magnifique énergie vers des buts étrangers au prolétariat, d'entraîner ici et là-bas les prolétaires à verser leur sang non pas pour leurs propres intérêts internationaux, mais au bénéfice d'un des camps, c'est-à-dire d'un des capitalismes. Elles s'emploient à transformer la lutte pour les libertés d'organisation, utile levier pour la lutte ouvrière indépendante, en croisade pour l'Occident, c'est-à-dire en préparation de la prochaine boucherie impérialiste.

Les forces bourgeoises, ouvertes ou déguisées, avec toutes leurs formes de propagande, essaient de nous enfermer dans le dilemme: ou laisser écraser les combattants polonais, ou se ranger derrière la bannière du capitalisme occidental contre l'impérialisme russe. Ils recommencent, en évoquant la guerre d'Espagne ou Munich, l'opération de 1936-38, où la croisade antifasciste a servi de prétexte pour enrôler les prolétaires au service des buts de leurs ennemis.

**D'une nouvelle guerre ne sortirait qu'un nouveau partage du monde entre les exploités! La libération de la classe ouvrière en Pologne et dans le monde ne sortira que de la révolution prolétarienne!**

### Manifestons notre solidarité:

— En défendant le caractère prolétarien de la lutte de nos frères contre les forces du réformisme, de la démocratie et des impérialismes occidentaux et russe.

— En organisant de manière indépendante de ces forces et là où c'est possible: prises de paroles, manifestations, arrêts de travail pour la libération des emprisonnés et la levée de l'état de siège; aide aux réfugiés, etc.

**Nos frères de classe polonais ont dressé la première barricade ouvrière au cœur de la vieille Europe impérialiste. A nous maintenant de les rejoindre dans la lutte !**

Desserrons les mâchoires de l'état qui entrave la lutte des ouvriers polonais, en passant ici et maintenant à la lutte directe contre le capital et la bourgeoisie pour nos revendications économiques et politiques pressantes.

Organisons la lutte ouvrière, conscients que si elle est décidée elle conduit nécessairement à un certain point à l'affrontement avec l'impérialisme; qu'il est illusoire de lutter pour la classe ouvrière sans se préparer à renverser le capitalisme, en préparant le parti de l'insurrection et de la guerre civile, même si un long chemin reste encore à parcourir pour arracher la victoire.

Combattons la peur que la propagande bourgeoise cherche à susciter dans nos rangs en mettant en valeur la répression et le terrorisme bourgeois, en lui opposant la force que possède la classe ouvrière, si au nombre, à l'organisation et à l'héroïsme dont font preuve les ouvriers polonais, on ajoute l'orientation juste, qui tire les leçons des expériences grandioses de notre lutte.

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive la révolution communiste mondiale !

Parti Communiste International  
Jeudi 17 décembre 1981

## Nos frères de classe polonais en première ligne

«Quarante années d'histoire ont prouvé que le prolétariat polonais s'est désormais placé en première ligne dans la lutte contre l'ordre impérialiste mondial, à la place qu'avait tenue hier la bourgeoisie polonaise contre l'ordre féodal européen.

Cette place, il l'a conquise par la glorieuse Commune de Varsovie, unique exemple d'héroïsme collectif prolétarien dans le carnage bestial de peuples-troupeaux que fut la seconde guerre impérialiste, par lequel il a sauvé l'honneur du prolétariat international en criant, du plus profond de la gigantesque défaite subie, le refus de l'ordre établi. Cette place, il l'a revendiquée à plusieurs reprises, en 1956 et 1970, en 1976 et 1980, en donnant une des rares démonstrations massives de la force de la classe ouvrière, et, plus encore, en montrant ainsi la voie à suivre pour imposer ses revendications. Il la défend parce que, au cœur de la vieille Europe capitaliste et impérialiste où la contre-révolution a laminé toute organisation de classe du prolétariat, il est le premier à avoir réussi à passer de l'émeute et de la grève spontanée à la préparation méthodique de la lutte et à l'organisation systématique sur le terrain économique.

Cette place d'honneur, il s'y tient toujours fièrement, parce qu'avec le puissant mouvement déclenché le 1<sup>er</sup> juillet 1980, il amène concrètement le prolétariat international à toucher du doigt les limites de la lutte immédiate de défense. En effet, arrivée au point où l'est la lutte ouvrière en Pologne, c'est-à-dire au point où la lutte de résistance à l'exploitation capitaliste accentue encore la faillite économique, l'alternative historique ouverte est: ou rétablissement de l'ordre bourgeois, ou renversement du capitalisme».

Voilà ce que nous écrivions en avril 1981 dans notre revue Programme Communiste n°86.

Aujourd'hui l'Etat capitaliste — qui n'est rien d'autre pour le marxisme qu'une «bande armée au service du capitalisme» — mobilise tous ses moyens de violence et de terreur, toute la barbarie répressive pour mettre la classe ouvrière au pas.

Mais voilà que celle-ci résiste! Voilà que, face aux tanks et aux cours martiales, elle manifeste sa volonté de ne pas courber la tête! «Ne vous résignez pas, lance un tract émanant de Solidarité à Gdansk: si nous le faisons aujourd'hui, nous enterrierions tout espoir de liberté pour de longues années à venir»!

Par ce nouvel acte d'héroïsme, affirmé au moment même où l'Eglise appelle au calme, et que seules expliquent la puissance et la violence de l'antagonisme entre le prolétariat et le capitalisme, les prolétaires polonais contribuent à révéler à elle-même la classe ouvrière de la vieille Europe endormie dans la paix sociale, lui démontrant son aptitude à la lutte et donc à l'émancipation révolutionnaire, dans une période où la crise générale du capitalisme appelle la révolution communiste.

Les capitalistes de tous les pays ne s'y trompent pas. A l'Est

(Suite page 2)

# Non à la mobilisation impérialiste autour de la Pologne

«Plus fermée que le Biafra en guerre: c'est l'appréciation de la Croix-Rouge internationale sur la Pologne verrouillée par Jaruzelski depuis la nuit du 12 décembre.

Le plan était prêt depuis longtemps: les listes de personnes arrêtées qui sont parvenues ici sont des listes préétablies par la police. Aux 40.000 membres actifs, dirigeants nationaux et locaux de Solidarité se sont ajoutées des dizaines de milliers d'arrestations «à chaud» de manifestants et de grévistes. Il a fallu vider les prisons des droits communs, remplir les casernes et les stades. En mettant dans la rue 500.000 soldats et militaires avec automitrailleuses et chars, en imposant le couvre-feu, la loi martiale, le contrôle des déplacements, en mettant les brutes entrainées de la milice autour des usines, en sacquant les sièges de Solidarité, en militarisant l'industrie, Jaruzelski et ses conseillers russes comptaient frapper la population de terreur et éviter toute résistance étendue.

Face à l'Etat capitaliste armé jusqu'aux dents, la force qui a empêché depuis dix-huit mois le retour à l'ordre par l'union nationale et l'anesthésie: l'énergie des ouvriers qui continuent à se battre malgré les blindés sur la lancée du mouvement antérieur. «Ouvriers 81», après ouvriers 80, ont signé sur les murs les combattants de Varsovie, de Wrocław, de Gdansk.

A Katowice, les mineurs se sont battus à coups de haches, de pierres, de bâtons. A Gdansk, le mercredi 16 décembre, il y a eu plus de 300 blessés (y compris des miliciens) dans l'attaque des chantiers Lénine dont on annonçait, le 20, la fermeture jusqu'à Noël. La milice a attaqué ensuite les manifestants réunis dans les églises tenues ouvertes par la junte.

Le 18, la population ouvrière aurait envahi les rues malgré la loi martiale, sous les lances à eau colorée

(méthode employée déjà en 1976 pour préparer le travail de la flicaille). Le 19, la grève pour les samedis libres a touché de nombreuses usines, d'après les quelques informations parvenues à la date où nous écrivons (le 20 décembre).

A Gdansk notamment, les ouvriers ont appliqué les plans de Solidarité en cas de répression interne (instructions de mars 1981), et même une partie des plans en cas d'agression russe. Du moins la partie réalisable si on laissait l'initiative à l'ennemi. Car il n'était plus question, alors, de protéger tous les dirigeants dans les usines ni de les faire évader, la plupart ayant été raflés dans la nuit de samedi, ni d'établir la jonction avec la campagne pour ravitailler les forteresses ouvrières, les communications étant coupées et les routes barrées par les blindés.

Mais d'autres sont allés au-delà de ces instructions, techniquement insuffisantes parce qu'inspirées par une vision politique pleine d'illusions sur la possibilité d'éviter l'affrontement brutal. Malgré les multiples injonctions, officielles et secrètes, de Solidarité (surtout pas d'armes, répétait encore Walesa au début décembre), certains avaient stocké des pistolets et des mitrailleuses. Des ouvriers auraient miné les alentours de leur usine, d'autres menacent de faire sauter les bâtiments, et eux avec, au moyen des stocks de gaz, si la milice les force à sortir.

Les travailleurs comptaient aussi sur les réactions fraternelles de l'armée, avec ses 180.000 conscrits paysans et ouvriers: la presse cite des cas de fraternisation, des troupes se seraient mutinées dans le Sud et retournées contre la milice (le 19 décembre). C'est d'ailleurs pourquoi Jaruzelski envoie d'abord la milice trempée et spécialisée pour affronter les foyers de résistance, et emploie

l'armée à des tâches plus passives.

Il est difficile d'envisager un effondrement à large échelle de l'armée, sans l'aimantation d'une insurrection offensive et assez décidée pour arracher les soldats au terrorisme de leurs officiers. Si l'armée se mettait à fondre cependant, l'affrontement obligerait la Russie à entrer directement en scène, avec d'énormes conséquences internationales.

Même affaiblie par une préparation politique et pratique insuffisante, la lutte en Pologne s'accompagne d'un facteur précieux pour le maintien de la résistance et l'extension de la lutte internationale: la conviction, exprimée par les travailleurs du rang, qu'ils combattent pour plusieurs générations. Ils se sentent les héritiers des luttes de 1970, 1971 et 1976 qui ont fourni les cadres de Solidarité, et ils revendiquent la nécessité de ne pas lâcher pied pour éviter à leurs enfants de repartir à zéro.

Les Séguy et Cheysson, tous ces messieurs de l'«huile sur le feu» ont beau prendre des airs compatissants, le fait est là: les travailleurs polonais se battent. Ils rappellent ainsi aux prolétaires du monde entier une vérité que l'Europe réformiste voudrait oublier: l'affrontement, la violence sont l'arbitre inévitable des antagonismes de classe. Dire que tout vaut mieux que le sang, c'est signer la condamnation des exploités à un esclavage éternel, et soutenir leurs bourreaux.

A travers les sacrifices et la dureté des combats, l'affrontement avec la dictature bourgeoise mise à nu doit amener au premier plan de nouveaux noyaux de travailleurs trempés par cette nouvelle phase de la lutte. Il dépend aussi de la lutte des travailleurs des autres pays et des efforts du parti que cet apprentissage de fer les mène demain au dépassement de la défensive et à la reconquête de toutes les armes du prolétariat.

## En première ligne

(Suite de la page 1)

comme à l'Ouest, ils savent que la Pologne est au bord d'une banqueroute financière qui pourrait s'avérer catastrophique pour le système monétaire mondial et que la seule manière de l'éviter est de remettre la classe ouvrière au travail, d'une manière ou d'une autre. Ils savent que cette lutte est prolétarienne dans son essence, et par là un «mauvais exemple» pour les ouvriers de tous les pays: «La solution du général Jaruzelski était donc la moins mauvaise solution possible» affirme Le Monde du 17 décembre.

Mais le risque est que, dans l'affaire, l'un des camps impérialistes en profite pour marquer des points sur l'autre. Jaruzelski l'a très bien compris. Il a «estimé», écrit Le Monde du 18/12, que le monde et la nation lui pardonneraient de faire lui-même une besogne dont, tôt ou tard, les troupes soviétiques se seraient chargées». Bref il est le premier à penser que la répression doit rester une affaire purement polonaise.

La classe ouvrière d'ici et de tous les pays doit voir dans les valeureux prolétaires polonais l'avant-garde, non d'une lutte de l'Occident contre les faux socialismes de l'Est, mais de sa lutte de classe contre l'ordre établi impérialiste mondial!

### Selon quelle ligne s'est déchirée la société polonaise?

Le véritable moteur de l'affrontement en Pologne est la classe ouvrière, et si cette dernière est poussée par les faits objectifs à se porter à l'avant-garde de la lutte, c'est parce qu'elle est la première visée.

Cependant cet antagonisme n'apparaît pas tel quel sur la scène politique, où il est déformé par l'imbrication avec un antagonisme national d'abord, celui qui existe entre les classes dominantes polonaises et l'impérialisme russe, mais aussi

un antagonisme impérialiste entre d'un côté la Russie, de l'autre les impérialismes occidentaux, dont la bourgeoisie polonaise est historiquement vassale.

Le fait que l'Etat capitaliste polonais soit aux mains d'une clique bourgeoise à la botte de l'impérialisme grand-russe ainsi que la terrible pression totalitaire exercée par l'Etat polonais ont permis, en l'absence d'un mouvement local et international authentiquement révolutionnaire et communiste, à des courants démocratiques et nationalistes de renforcer leur influence sur la classe ouvrière.

L'Eglise, pilier restant du nationalisme polonais, et les courants sociaux-démocrates, partisans de réformes démocratiques et d'ouverture vers l'Occident, ont pu prendre pied dans la lutte prolétarienne et donner à l'organisation de masse née des grandes grèves d'août 1980, Solidarité, une direction qui est parvenue à canaliser la lutte sur la revendication de l'autogestion, sur une réforme économique couronnée par une république autogestionnaire, bref sur une réforme démocratique de l'Etat.

Cependant, même sur ce terrain miné de la réforme, la poussée de la lutte ouvrière a fait sauter début décembre la tentative de compromis tripartite recherché entre l'Eglise, la direction de Solidarité et Jaruzelski, en favorisant la revendication du référendum sur la politique gouvernementale et d'élections libres qui signifiaient la mise en cause non de l'Etat capitaliste polonais, mais de sa forme actuelle, c'est-à-dire de la clique au pouvoir.

Cet équilibre rompu, Jaruzelski a pris les devants en décrétant l'état de guerre. Sans doute espérait-il, en s'appuyant sur la démagogie patriotique et militariste de tradition pil-sudskiste, amener l'Eglise à un compromis sur une nouvelle base. Et il certain que l'attitude première de l'Eglise répondait à cet espoir: elle se devait de protester contre l'état d'exception puisque, en partisans de la méthode démocratique pour calmer la classe ouvrière, elle considère que «Walesa demeure indispensable à l'équilibre national», mais elle n'en appelait pas moins les travailleurs à se soumettre.

C'est la réaction ouvrière qui a contraint l'Eglise à prendre plus nettement position contre Jaruzelski, si elle veut être en mesure de canaliser les réactions contre l'état de guerre. Il est cependant vraisemblable que son attitude crée une fracture entre l'Eglise et les ouvriers les plus combattifs.

Mais pour que ces prolétaires, se trouvant aujourd'hui seuls sur la barricade, parviennent à dépasser l'étroitesse nationale où les enferme l'histoire, il faut qu'ils trouvent ici la solidarité d'une lutte prolétarienne authentique, seule susceptible de leur faire voir derrière la formule de l'internationalisme prolétarien autre chose que les chars russes.

**Prolétaires, camarades!  
Correspondez avec le Journal**

**Tous les militants, sympathisants, lecteurs peuvent utilement collaborer au journal en informant de tout ce qui mérite d'être remarqué, du point de vue économique, social et politique.**

**Faites parvenir au journal tracts locaux, correspondances d'événements, coupures de presse ou remarques que vous jugez utiles. La rédaction s'efforcera de les traiter avec soin et de les utiliser au mieux pour qu'à la lumière d'exemples pratiques tirés de la vie quotidienne des ouvriers, le journal rende plus compréhensibles les enseignements du communisme révolutionnaire.**

## FAILLITE DE LA DEMOCRATIE REFORMISTE

Le porte-parole de la Maison-Blanche avait dit le 10 février: «*Si les autorités polonaises utilisent les lois polonaises, nous considérons cela comme une affaire intérieure polonaise*» (voir Le Prolétaire n°330). Sans aucun doute Jaruzelski a entendu ce message, ainsi que celui de Haig, du 27 mars: «*Je m'attends à une répression interne*», mais «*toute répression majeure provoquerait des combats, et vous savez ce qui s'ensuivrait*» (Voir Le Prolétaire n°334).

En utilisant au moment opportun toutes les ressources de l'intimidation et du terrorisme armé, Jaruzelski pensait paralyser par la peur la classe ouvrière et éviter des combats, et avec eux le risque de contamination de l'armée et par conséquent la nécessité pour l'ordre établi d'une intervention militaire russe.

S'il réussissait, il ménagerait les intérêts occidentaux, qui pèsent 27 milliards de dollars de dette, plus les exportations de machines et surtout une influence sociale et politique énorme: «*Il ne faut pas s'inquiéter*, a dit Schmidt en revenant de Berlin-Est, *Jaruzelski poursuit son programme de réformes*». Et il faut dire que même la Russie a besoin de l'Occident pour aider la Pologne, à qui elle a déjà dû prêter 6 milliards de dollars et des vivres, alors qu'elle-même manque des uns et des autres! S'il réussissait, Jaruzelski ménagerait aussi les intérêts russes en leur évitant une intervention, en récompense de quoi il pourrait arracher une certaine autonomie pour la classe domi-

nante polonaise.

Seulement, voilà! La véritable autonomie de la Pologne repose précisément sur l'équilibre entre les «durs» pro-russes d'un côté, l'Eglise et Solidarité, garants des intérêts nationaux et des influences occidentales, de l'autre.

Or la résistance ouvrière au coup d'Etat vient de rendre extrêmement difficile un nouveau compromis ouvert après que la perspective du «front national» ait succombé à la revendication d'élections libres.

Si elle devait durer et s'étendre, se transformer en guerre civile, toute possibilité de compromis serait de fait compromise, et l'avantage pencherait indéniablement du côté de Moscou.

D'où les mises en garde américaines contre les Russes et la menace de blocus économique. Si les Russes devaient intervenir en Pologne, il est clair que les Occidentaux ne bougeraient pas le petit doigt, pas plus qu'à Berlin en 1953, Budapest en 1956 ou Prague en 1968. Cheysson, qui le sait comme tout le monde, a eu le tort de le dire! Les impérialismes américain et européen cherchent néanmoins à prendre des garanties pour que l'impérialisme russe n'en profite pas pour fermer la Pologne à l'Occident, ce qui porterait un coup dur au rapport des forces impérialistes — pardon, à l'équilibre — actuel en Europe.

On assiste donc partout, sous le drapeau de la «Solidarité avec Solidarité» (même le Washington Post a repris ce mot d'ordre!) ou de la

défense de la «liberté pour la Pologne», à une véritable mobilisation impérialiste, qui prend appui sur l'indignation et la haine que suscitent légitimement la répression bestiale des ouvriers polonais et la menace d'intervention russe pour fondre toutes les classes de la nation, tous les intérêts opposés en un seul mouvement de défense des libertés en Pologne.

Ce phénomène est particulièrement profond en France, où la CFDT fonctionne comme pivot du consensus chauvin et impérialiste. Celle-ci n'est pas seulement parvenue à rassembler en un front commun les syndicats ouvertement jaunes comme FO, la FEN et la CGC, qui entraînent avec eux des forces liées aux partis libéraux (RPR et UDF). En prenant verbalement ses distances vis-à-vis du gouvernement, elle attire à elle l'extrême-gauche et arrache au PCF les intellectuels, rééditant une campagne dans le style du front antifasciste des années précédant le Front Populaire.

Et tout ce beau monde, PS compris, bras dessus, bras dessous, exerce une pression tous azimuts sur le PCF et la CGT, pour les amener à s'aligner sur une position unitaire de l'impérialisme français sur la Pologne, grâce à une campagne politique menée tambour battant aux accents rappelant celle de la guerre d'Espagne, qui avait préparé la mobilisation idéologique de la classe ouvrière pour la seconde guerre impérialiste bien que les conditions historiques soient aujourd'hui radicalement diffé-

rentes.

Il est certain que les prolétaires polonais n'ont pas plus à attendre des impérialismes occidentaux aujourd'hui que hier des démocraties occidentales lors de la Commune de Varsovie, écrasée en 1944 par Hitler avec la complicité de Staline et l'accord de Roosevelt (voir la correspondance Roosevelt-Staline).

Quant aux prolétaires d'Europe occidentale, ils doivent rester sourds à la campagne de «lutte pour la paix» qui s'appuie sur la menace d'intervention de la Russie pour la dénoncer comme responsable d'une guerre mondiale, alors que tous les impérialismes en seraient en fait responsables, de la même manière qu'ils profitent tous de l'exploitation du prolétariat polonais et sont tous responsables de la répression actuelle!

Ils doivent combattre la mobilisation chauvine et impérialiste qui s'opère sous le drapeau fallacieux des libertés pour la Pologne. Que l'impérialisme français libère l'Allemagne et l'Afrique de ses troupes, s'il veut parler de la libération de la Pologne! Une troisième guerre impérialiste ne libérerait pas davantage la Pologne que la seconde. L'oppression nationale de la Pologne ne cessera qu'avec la libération sociale du prolétariat européen qui, pour assurer sa victoire révolutionnaire, devra anéantir, en union notamment avec les prolétaires russes et américains, les deux super-puissances.

# "Nous sommes des ouvriers, pas des esclaves!"

(tract des ouvriers de Huta Warszawa)

Après les événements tragiques du Chili en 1973, et ceux, moins universellement connus, d'Argentine en 1976 et, de Turquie cette année, le recours à l'état de guerre à Varsovie confirme une nouvelle fois l'impudence criminelle de la démocratie réformiste non seulement à donner des solutions positives aux questions soulevées par le capitalisme, mais à s'opposer à la **militarisation croissante** de la société bourgeoise devant le déchaînement de ses antagonismes.

Il peut être rassurant de se dire, en prêtant l'oreille aux discours libéraux, que l'affrontement actuel «est inscrit dans la nature du communisme», ou celle des pays de l'Est. En réalité, il n'y a pas plus de **communisme à l'Est que de socialisme en France**. Si, d'autre part, les régimes national-communistes de l'Est n'ont absolument rien à envier aux régimes fascistes dont ils ont pris tout bonnement la relève en 1945, cela est dû à la **faiblesse historique** des Etats de l'Europe centrale et orientale, placés sur une dangereuse ligne de faille des séismes impérialistes et sociaux depuis trois quarts de siècle.

On en est arrivé au point où, même déviée de son débouché naturel par un programme réformiste, la lutte ouvrière est incompatible avec l'ordre capitaliste. **Ou la lutte prolétarienne brise l'Etat capitaliste, ou l'Etat capitaliste brise la lutte prolétarienne.**

La politique réformiste paralyse la lutte prolétarienne, en l'écartant de la voie de la préparation de l'affrontement avec l'Etat que provoque à terme toute lutte décidée, en l'enfermant dans le dilemme: ou soumission volontaire à l'Etat par la voie démocratique, consensuelle et réformiste, ou soumission imposée par le terrorisme ouvert.

La classe ouvrière du monde entier, aujourd'hui contrainte de se défendre énergiquement pour faire face à l'offensive capitaliste, ne doit pas tirer de cette constatation un élément de démoralisation et d'impuissance, mais la conclusion lucide que sa lutte, dont les prolétaires polonais montrent qu'elle est possible, ne peut vaincre qu'en tirant les leçons grandioses de l'expérience.

Quand Jaruzelski est devenu premier ministre en février 1981, la direction de Solidarité, conseillée par un essai de spécialistes en économie, c'est-à-dire en limites à mettre à la lutte ouvrière, et d'experts en histoire, c'est-à-dire en conciliation des intérêts de classe sur l'autel de la patrie, l'a présenté aux ouvriers comme un garant de l'application des accords de Gdansk contre les «durs». N'avait-il pas été contre la répression en 1970? Quand il a éliminé Kania, Walesa, alors en France, s'est montré «confiant» et disposé à poursuivre le dialogue, tandis que la direction de Solidarité, flanquée de ses conseillers catholiques, démocrates et social-démocrates experts en compromis, cherchait à rendre inutile l'interdiction de la grève, en persuadant les travailleurs de ne pas y avoir recours.

Le coup de Jaruzelski a brutalement liquidé l'organisation des ouvriers. Comme le dit *Le Monde* du 18/12, «l'appareil de Solidarité, totalement impréparé à la clandestinité, s'est écroulé». Il a fallu pour cela arrêter des dizaines de milliers de militants, mais la preuve est donnée que les bourgeois n'hésitent pas à le faire, au moment favorable, c'est-à-dire quand la classe ouvrière est en porte-à-faux. «Personne n'avait imaginé», explique *Le Monde* du 19/12, Seweryn Blumsztajn, que le pouvoir allait prendre des mesures

aussi brutales, et Solidarité n'y était pas préparé techniquement. Cela aurait exigé une organisation incompatible avec ce type de mouvement, obsédé par la démocratie et la publicité des débats».

Les différents groupes d'ouvriers se sont trouvés pratiquement sans chefs et sans directives, isolés les uns des autres, n'ayant d'autre voie à suivre que le plan de résistance passive prévu par Solidarité en mars pour riposter à une opération militaire. On sait que le Conseil national de Solidarité a finalement repoussé après une vive discussion la demande faite par de nombreuses organisations du syndicat de répliquer aux menaces d'interdire la grève par la grève générale, et il a appelé les ouvriers à attendre que Jaruzelski mette en pratique sa menace d'état de siège pour passer à la grève générale, ce qui, comme nous l'avons expliqué dans *Le Proletaire* n°349, «n'est que la meilleure manière de la rendre impossible».

Naturellement, une telle grève générale de résistance passive, comme elle était conçue, n'aurait eu que peu de valeur militaire car elle aurait laissé les différentes usines isolées face à un adversaire centralisé. De plus, les centaines de morts et les milliers de blessés montrent qu'en une telle situation la classe ouvrière doit passer à la **défense armée**.

## Le PCF aux prolétaires: "surtout ne bougez pas"

Les discours répugnants du PCF et de Séguy sur les «excès» de Solidarité, le risque de «chaos», les «bonnes intentions» de Jaruzelski ont de quoi soulever le cœur de tous les prolétaires sincères, quelles que soient leurs illusions sur le socialisme à l'Est. Expliquer cette attitude par l'«obéissance à Moscou» est bien insuffisant. En France aussi, le PCF et la direction de la CGT dénoncent comme extrémistes et irresponsables les prolétaires combattifs qui ne veulent pas contenir leurs mouvements dans le cadre de l'intérêt national. Et, comme chacun sait, pour le PCF «Les principes du général Jaruzelski, les engagements qu'ils prend correspondent aux grandes valeurs humanistes qui pour nous n'ont pas de prix» (Pierre Juquin, sur Europe 1, le 16/12)

Mais derrière cette tactique catastrophique il y a une logique, qui conçoit la grève générale non pas comme un élément de mobilisation et de préparation des forces prolétariennes, mais comme moyen de pression et de chantage d'une fraction bourgeoise contre une autre, comme un moyen de parvenir à un compromis entre elles.

Au point où en sont arrivés les antagonismes de classe en Pologne, la classe ouvrière ne peut plus défendre ses conditions de vie et de lutte sans se préparer à prendre l'offensive, sans revendiquer la perspective de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Dans cette perspective, une grève générale préventive contre la menace de Jaruzelski aurait créé une toute autre situation. La milice et l'armée auraient pu trouver en face d'elles des travailleurs organisés: ils auraient été en meilleure position, sentant qu'ils étaient armés, pour parvenir à démoraliser une partie de l'armée en gagnant à eux les ouvriers et paysans sous l'uniforme et les joindre à leur combat contre la milice. Il est clair qu'une telle perspective aurait fait réfléchir Jaruzelski. Si elle n'avait pu retarder l'affrontement, elle aurait du moins mis la classe ouvrière en situation moins défavorable.

Plus la résistance de groupes de

prolétaires sera forte, plus solides seront les points d'appui pour la reconstitution de liaisons et d'un réseau de lutte prolétarienne organisée, non seulement pour la libération des détenus et la levée de l'Etat de siège, mais pour faire reculer l'Etat, et avec lui l'impérialisme, sur le terrain des conditions de vie, de travail et de lutte des prolétaires.

Et la dure situation d'aujourd'hui démontre que ces réseaux doivent se reconstituer pour tenir dans les affrontements futurs, sur la base de l'indépendance par rapport aux forces politiques et sociales qui ont cherché à subordonner la lutte ouvrière en Pologne à une politique de compromis avec l'Etat polonais et ses maîtres et amis impérialistes.

## Réunions publiques

### ANGERS:

Samedi 9 janvier à 20h30  
Salle des Cours municipaux

### LYON:

Mercredi 6 Janvier. 20h30  
MAJO de Villeurbanne.  
2, impasse Métral. (métro République)

### NANTES

Vendredi 8 janvier à 20h30  
Centre social Bourderies  
rue Saint-Brévin.

**NOTRE SOLIDARITE  
AVEC NOS FRERES  
DE CLASSE  
POLONAIS**

## QUELLE SOLIDARITE ?

Un fort mouvement se dessine ici, entraînant aussi bien les artistes que les ex-gauchistes soixante-huitarés, pour réclamer du gouvernement une aide aux ouvriers polonais.

Mais comment le gouvernement, même «socialiste», pourrait-il aider les ouvriers polonais? S'il le pouvait, pourquoi alors ne passerait-il pas l'éponge sur la dette polonaise, les milliards de francs que la Pologne doit au gouvernement français et aux banques nationalisées, en premier lieu la Société Générale et la BNP? Mais, c'est clair, il est le premier à tenir au remboursement de la dette, et il est donc normal qu'il demande qu'«on» remette en Pologne les ouvriers au travail... Et comment peut-on lui demander de défendre les ouvriers polonais quand on connaît son attitude ici vis-à-vis de la grève des ouvriers de Renault, des luttes des travailleurs sans-papiers, des

«provocateurs» de Villeneuve-Saint-Georges, etc.

Ceux qui réclament du gouvernement des mesures de rétorsion contre la Russie savent bien que si elles étaient prises, ce ne serait pas pour défendre les intérêts des ouvriers polonais face à la répression, mais pour défendre les intérêts de l'impérialisme français contre l'impérialisme russe sur le dos des prolétaires polonais. C'est pourtant ce que font les ex-gauchistes (maoïstes et trotskystes) qui mettent ainsi le besoin de solidarité des prolétaires au service de leur impérialisme.

Ce qu'il faut, c'est donner aux prolétaires polonais une aide indépendante, directe, qui se manifeste vers les organisations de lutte. Même passer par l'Eglise, comme le proposent certains, permettrait à cette organisation d'exploiter cette solidarité pour faire pression sur les prolétaires combattifs.

Si cette aide directe est encore difficile à réaliser, le lien avec des organismes prolétariens sera facilité par l'afflux de réfugiés. La tâche pratique sera alors de donner à ces militants la possibilité de ne pas tomber dans les griffes des aides humanitaires des Eglises ou des organismes qui, comme la CFDT, chercheront à les utiliser comme instruments de la mobilisation impérialiste.

Et pour cela il faut défendre le caractère prolétarien de la lutte des ouvriers polonais et éveiller une solidarité de classe des prolétaires par une action et des initiatives prises hors du contrôle des forces bourgeoises, réformistes et centristes, qui cherchent à livrer l'indignation ouvrière à l'impérialisme.

## Nouvelles d'Algérie

# Les conditions de détentions à Lambèse

Outre nos militants et contacts, plusieurs dizaines d'opposants algériens sont détenus depuis plusieurs années à la prison centrale de Tazoult-Lambèse (wilaya des Aurès), dans le silence et l'anonymat les plus complets.

— Outre qu'ils sont tous passés par les tortures de la Sécurité Militaire, ces prisonniers politiques se trouvent dans des conditions de détention très dures et subissent régulièrement des châtiments corporels, sans parler des souffrances morales que leur font endurer les gardiens.

Les communistes révolutionnaires ont pour devoir de faire appel à la solidarité instinctive qui anime toutes celles et tous ceux qui ont été éprouvés par la dure école des conditions d'existence matérielles et morales que nous impose le capitalisme.

Notre organe pour l'Algérie, *El-Oumami*, publie le témoignage d'un ancien détenu décrivant les conditions de vie à Lambèse. *El-Oumami* appelle les cercles, noyaux et comités existants en Algérie et dans l'émigration à participer dans la mesure de leurs possibilités à la campagne de solidarité avec tous les détenus politiques, syndicaux et sociaux, en répercutant notamment l'information autour d'eux et en organisant des actions concrètes même limitées.

On peut signaler ici que le travail effectué dans l'immigration par le Comité RIPRA (Riposte à la répression en Algérie) et, à l'échelle internationale par notre parti, a déjà porté quelques fruits en ce qui concerne la situa-

En effet, à la suite de la campagne d'information et des diverses actions menées depuis octobre, l'administration pénitentiaire a reçu des consignes allant dans le sens de l'amélioration des conditions de détention des prisonniers politiques. C'est ainsi que notre camarade Benkhallat Rabah a été conduit à l'hôpital de Batna pour y être examiné. Certes, ce n'est pas encore grand-chose et les autorités essaient d'intimider les détenus pour les amener à faire de fausses déclarations sur leur état de santé. Mais les détenus refusent et il est ainsi prouvé que l'Etat bourgeois peut reculer. Il faut donc intensifier la campagne de solidarité avec tous les détenus!

## Le programme de Jaruzelski

Si la clique pro-russe de Jaruzelski et l'armée ont instauré l'état de siège, c'est avec un programme qui intéresse les capitalistes du monde entier: **remettre la classe ouvrière polonaise au travail!**

La preuve? Le plan économique de Jaruzelski prévoit que les entreprises militarisées pourront soumettre les travailleurs au régime suivant: travail tous les jours, samedi et dimanche compris; réduction à 12 jours par an des jours de congés! travail 12 heures par jour; c'est le baignoire capitaliste sous sa forme la plus pure, sans écrans ni détours!

## CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI:

La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale communiste et du Parti communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

## Emeutes à Segus

Nous recevons d'Algérie l'information suivante:

«Des paysans de la Wilaya d'Oum-El Bouaghi se sont soulevés contre le pouvoir durant la semaine du 8 au 13 décembre. La plupart d'entre eux étaient armés de fusils de guerre ou de chasse. Durant le soulèvement, qui avait pour origine une répartition népotique d'un misérable quota de logements (quelques dizaines), le maire de Segus a été tué par plusieurs balles tirées par des paysans. Selon certains

voyageurs dignes de foi que nous avons rencontrés, il y aurait des centaines d'arrestations et l'armée serait intervenue pour mater cette révolte et protéger les locaux de la Wilaya pris d'assaut. Les événements n'ont, semble-t-il, pas encore pris fin».

Aux prolétaires et aux paysans pauvres qui se révoltent contre la misère, les bourgeois du monde entier opposent la répression. Il faut se préparer à y faire face.

## ACCORDS AVEC D'AUTRES PARTIS

## Pour une plateforme de lutte de classe

Nous avons vu précédemment que si la théorie marxiste exclut la politique des blocs, c'est-à-dire l'alliance sur un programme politique général, elle admet en revanche des actions parallèles et communes dans la perspective d'un **front de classe**, c'est-à-dire de l'unification des rangs prolétariens à partir des poussées de lutte pour les revendications concrètes de la classe. (\*)

La discussion sur les **critères généraux** de cette méthode a eu lieu dans l'Internationale Communiste, où la gauche du PC d'Italie apporta une importante contribution en fixant des limites précises à l'application tactique de ces méthodes. Notre but est ici de faire ressortir ces **critères généraux** qui restent les mêmes aujourd'hui, en partant des exigences de la situation historique actuelle.

## La perspective du front de classe aujourd'hui et les difficultés de sa réalisation

La situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est caractérisée par les premiers élan de vie indépendante et de lutte organisée hors du contrôle des appareils réformistes.

Le problème n'est donc pas tant de réaliser l'**unité révolutionnaire de la classe** à partir de la lutte pour les revendications brûlantes, qui, grâce à l'existence d'un fort parti communiste permet d'arracher la classe à l'influence des autres forces et de réaliser la transformation d'une lutte de défense en une attaque révolutionnaire sous sa direction, comme c'était le cas dans les années vingt. Le problème est de participer dans la mesure du possible à la maturation des conditions préliminaires qui rendent possible l'application de la tactique du front de classe. Les actions parallèles et communes avec d'autres courants influençant la classe ouvrière sont donc **envisageables** — et non pas indispensables en toute occasion — aujourd'hui dans l'effort pour favoriser, à partir de revendications économiques, et même politiques comme la défense des conditions de lutte de la classe ouvrière, et la lutte contre la répression bourgeoise ou les préparatifs de guerre, la constitution d'une vie de classe organisée indépendante de l'Etat et des forces bourgeoises, y compris naturellement les bureaucraties soi-disant «ouvrières», bref à aider à la constitution d'une **tendance de classe** non seulement dans les usines, mais aussi dans les quartiers, non seulement dans les syndicats, quand c'est possible, mais aussi hors d'eux.

Les obstacles qui s'opposent à l'unité de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte immédiate sont nombreux et de puissance inégale. Il n'y a pas seulement les divisions institutionnalisées par l'impérialisme sur la base de la corruption sociale, qui s'appuient sur le phénomène des soi-disant «garanties», et qui viennent s'ajouter à celles qui résultent des vieilles barrières entre nationalités, sexes, âges, places différentes dans le processus de production et des étroitesse locales ou d'entreprise.

Il y a également l'inertie du poids des forces opportunistes qui ont dominé la classe pendant des décennies, même lorsque leur encadrement politique direct finit par s'user et faiblir, quand il n'y a pas celle de l'influence directe des forces carrément bourgeoises comme les partis libéraux, l'Eglise, etc., tous facteurs qui laissent au moment de la lutte des réflexes qui pèsent sur elle.

Il y a aussi le niveau encore terriblement embryonnaire de la lutte de classe qui provoque, bien qu'en termes nouveaux, un phénomène déjà connu, celui **des sectes**; c'est le phénomène par lequel le besoin objectif de la révolution communiste se traduit, tant que la lutte de classe qui en est l'instrument n'est pas suffisamment développée, par la tendance de petits groupes combattifs à imposer à la lutte leur propre conception, au lieu de chercher à comprendre son mécanisme réel pour faire **progresser** la classe vers le but final, en parcourant **toutes** les phases indispensables de la lutte.

Examinons quelques unes des difficultés principales que nous rencontrons aujourd'hui, en particulier en France, de la part des groupes d'extrême-gauche qui prétendent concourir à la tâche d'unifier la classe ouvrière à partir des exigences de sa lutte.

Une famille d'entraves de taille provient de l'évolution accélérée de la totalité des courants trotskystes et de la plus grosse partie des courants maoïstes et du spontanéisme soixante-huitard à former un bloc avec les partis de la gauche démocratique, réformiste et social-impérialiste et à justifier cette capitulation sous le vocable de «front unique» ou de «front uni». Le résultat du travail de ces courants et leur évolution même à partir de velléités combatives est de finir par livrer les efforts d'organisation de groupes de prolétaires aux forces mêmes de la démocratie et du réformisme qui cherchent à les étouffer, alors que pour permettre à cet effort de n'être pas stérilisé, il faudrait précisément exercer une forte pression contre ces forces. L'expérience de ces dernières années montre que l'action commune avec des forces liées à cette mouvance est impossible dès que le heurt avec les bureaucrates réformistes devient prévisible et donc qu'est posé le problème de regroupements de prolétaires indépendants des appareils syndicaux, à l'intérieur des syndicats et à plus forte raison à l'extérieur d'eux.

Une seconde série d'écueils est constituée par la tendance fréquente chez de nombreux groupes à introduire dans les plateformes de luttes ouvrières, en plus des revendications concrètes immédiates, des revendications politiques plus avancées que ne le permet la maturation des conditions de lutte. Cela peut provenir d'une vision tout à fait gradualiste comme c'est le cas des courants précédemment cités.

Mais cela peut aussi résulter de la tentative, saine au départ, de prolétaires de dresser un barrage au réformisme. Malheureusement une

telle attitude **ultimatiste** n'est nullement une garantie contre le réformisme, car elle dresse un obstacle pour rassembler des forces sur le terrain matériel hors de l'ambiance réformiste. Surtout lorsque, sous l'influence de courants se réclamant du conseilisme, de l'anarchisme ou même de la gauche du maoïsme, on donne comme indication **immédiate** (et non comme perspective lointaine possible), le mot d'ordre d'organisation «hors des syndicats et contre eux» ou, pire, qu'on arrive à dénoncer toute organisation immédiate, et par conséquent non immédiatement révolutionnaire, comme réformiste et même (sans avoir peur du ridicule) contre-révolutionnaire!

Un troisième groupe de difficultés résulte d'une tendance vraiment généralisée et répandue, aussi bien dans les groupes centristes et suivistes que dans les courants réagissant à la capitulation de ces derniers à confondre la tâche de la construction du parti politique de classe et celle de la constitution d'organismes de lutte immédiate. Cela peut prendre une infinité de formes.

On peut distinguer la tendance à constituer artificiellement des organismes qui sont de véritables doublons du parti ou à «fermer» de tels organismes sur des positions programmatiques du moment que leurs membres y adhèrent, sans voir le reste du travail à faire envers les prolétaires qui n'y adhèrent pas. On peut aussi remarquer l'attitude consistant à concevoir de tels organismes comme une sorte de creuset où se forge l'organisation politique commune, ou celle qui affecte l'action commune à une sorte de filiale des diverses organisations, qui en s'élargissant à d'autres domaines, finira par faire fusionner les diverses organisations partiellement.

On doit enfin noter un très fort obstacle, nullement contradictoire avec les précédents, et qui au contraire en découle très souvent, à l'effort d'organisation de groupes de prolétaires; c'est la tendance à coiffer immédiatement toute lutte d'un cartel d'organisations qui contraignent les prolétaires à adhérer à l'une ou l'autre pour combattre, ou alors à renoncer à se défendre. Une telle pratique n'est pas seulement utilisée par des groupes traduisant — mal — une certaine combativité prolétarienne. Elle a le plus souvent servi aux groupes centristes pour verrouiller la lutte contre les influences ouvertement anti-réformistes, et pour mieux la livrer aux bureaucrates syndicaux.

## Partir des revendications concrètes des prolétaires.

Les marxistes révolutionnaires repoussent la méthode qui consiste à partir d'un accord sur un besoin général de la lutte prolétarienne aussi justifié soit-il, mais considéré abstraitement, sans points de raccordement à des luttes prolétaires effectives, pour en faire découler une plateforme d'action commune. C'est en effet la meilleure manière de rendre un accord impossible, car on ne peut demander à des partis différents de partager la même analyse, les mêmes objectifs programmatiques, la même méthode de lutte; à moins de se satisfaire d'un accord purement verbal où chacun a l'impression d'amener l'«autre partie» à ses conclusions et s'illusionne lui-même et, surtout trompe les travailleurs; ou alors cet accord, s'il est conclu, est destiné à voler en éclats à la première occasion.

Notre méthode consiste donc à **partir des exigences concrètes** de la lutte ressenties par les prolétaires ou susceptibles de l'être avec une agitation appropriée, et **des positions de lutte effectivement conquises** par le mouvement prolétarien au moment considéré, pour

déterminer des objectifs et des méthodes adaptées et susceptibles de favoriser une lutte et une organisation indépendantes. On peut donner un exemple.

Il n'est pas difficile de prétendre vouloir «lutter contre le réformisme». Mais plutôt que de chercher un accord partant d'une analyse commune du rôle des bonzes CFDT ou CGT, il nous paraît bien plus réaliste et fécond de chercher à ce que les militants des organisations concernées collaborent concrètement là où c'est possible pour organiser la lutte sur telle ou telle revendication (mettons la titularisation des auxiliaires ou la réduction du temps de travail) avec telle ou telle méthode. Et ce serait déjà un résultat énorme aujourd'hui que des militants de diverses organisations conjugent leurs efforts pour favoriser entre des sections syndicales ou des regroupements combattifs non mythiques mais réels, où ils travaillent effectivement, l'établissement d'un réseau d'information et d'échange d'expériences qui échappent au contrôle des appareils syndicaux. Les proclamations pompeuses de «lutte contre l'opportunisme» seraient sans doute moins fréquentes, mais la lutte effective contre lui y gagnerait certainement.

D'autres exemples pourraient être pris sur le terrain des conditions de lutte, de l'autodéfense, de la riposte à la répression bourgeoise, de l'antimilitarisme, de la solidarité internationale, etc. La méthode reste strictement la même.

Par conséquent nous ne demandons pas aux autres groupes qu'ils partagent notre perspective et notre méthode pour engager une action commune. Il serait irréaliste de chercher à atteindre ce résultat, qui n'est même pas nécessaire à la lutte commune. Ce que nous cherchons, c'est que l'accord, si accord il peut et doit y avoir, se fasse à partir d'exigences, d'objectifs et de méthodes acceptables non seulement par les parties prenantes, c'est-à-dire non pas sur une sorte de **tronc commun** à leurs programmes respectifs, mais sur une plateforme de lutte immédiate. Le **critère**, donc la substance et la condition d'un accord, est la définition acceptable d'une **ligne pratique d'action de classe** par les masses — relatives — de prolétaires prêts à la lutte, et donc, théoriquement par toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière, mais qui laisse à chaque parti sa totale liberté de propagande et d'agitation ainsi que sa totale indépendance d'organisation.

La force de cette position réside dans le fait que si les besoins de la lutte sont déterminés avec précision et ses objectifs et ses méthodes établis avec clairvoyance, les exigences mêmes de la lutte prolétarienne poussent des groupes d'ouvriers à s'en saisir. Cela pousse les divers partis à se déterminer et à abandonner éventuellement leurs objectifs immédiats et méthodes erronés ou plus vraisemblablement, à se mettre en contradiction, à un certain degré d'acuité ou à une certaine phase de la lutte qui diffèrent avec chaque parti, **avec les besoins** de la lutte ressentis par les prolétaires.

Si dans ces conditions le parti communiste mène une action bien orientée et a déjà acquis un minimum d'influence, la lutte peut **maintenir sa continuité** malgré ce heurt et la désertion éventuelle de certaines forces, et **renforcer sa cohésion et sa volonté** sous une direction désormais plus **unitaire**, qui correspond aux progrès de l'influence du parti communiste.

(Prochain article: Quelle forme utile à la lutte peuvent prendre des accords inter-organisations)

(\*) Voir l'article intitulé: «Politique des blocs et front de classe» paru dans *Le Prolétaire* n° 349.

## Permanences du Parti

## EN BELGIQUE

● **A Bruxelles**: Le 2<sup>e</sup> lundi de chaque mois, de 19 h 30 à 21 h 30. Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

## EN FRANCE

● **A Angers**: vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand Marché, place Leclerc.

● **A Caen**: Vente au marché St-Pierre, de 10 h 30 à 11 h 30, le premier et le troisième dimanche de chaque mois.

● **A Grenoble**: vente au marché St-Bruno, de 10 h à 11 h, les samedis suivants: 19 décembre, 9 et 23 janvier, etc.

● **Au Havre**: vente au marché d'Harfleur le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **Au Mans**: vente sur le marché de Pontlieu, le 2<sup>e</sup> dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Laval**: vente sur le marché de la Cathédrale le 1<sup>er</sup> samedi de chaque mois, de 10 h 30 à 12 h.

● **A Lille**: tous les mercredis de 18 à 19 h, 27 rue Adolphe.

● **A Lyon**: 17 rue René Leynaud, Lyon 1<sup>er</sup>, dans la cour, 2<sup>e</sup> porte à gauche de 14 h à 16 h, les samedis 19 décembre, 9 et 23 janvier, etc.

● **A Nantes**: vente le 1<sup>er</sup> dimanche de chaque mois, marché de Tallencac, de 10 h 30 à 11 h 30.

● **A Paris**: 20 rue Jean Bouton, 75012. Le samedi, de 15 h à 18 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

Vente tous les dimanches de 10h30 à 12h au marché d'Aligre.

● **A Rouen**: vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● **A Roubaix**: vente au marché (face à la Poste) de 11 h à 12 h, le 3<sup>e</sup> dimanche de chaque mois.

● **A Strasbourg**: vente au marché de Neudorf, place du marché, de 9 h à 10 h, le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>e</sup> samedi du mois.

● **A Toulouse**: vente au marché Saint-Sernin, dimanche tous les quinze jours, de 11 h à 12 h soit les 20 décembre, 10 et 24 janvier, etc.

● **A Valence**: vente le dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 20 décembre 10 et 24 janvier, etc.

## EN SUISSE

● **A Lausanne**: tous les samedis de 10 h à 12 h, 12 rue du Pont, atelier du rez sup.

● **A Genève**: tous les mercredis de 18h30 à 20h, 73, rue de Saint-Jean (côté James-Fazy). Prendre ascenseur pour sous-sol, 1<sup>er</sup> porte à gauche, puis 1<sup>er</sup> porte à droite «atelier».

## PROGRAMME COMMUNISTE

Le numéro 87 va paraître prochainement

## Au sommaire

- Les menaces de guerre et la lutte de classe convergent vers l'Europe.
- Les populations immigrées en Grande-Bretagne.
- Le processus de formation des sections nationales de l'IC. 2<sup>e</sup> partie: le PCF.
- Après la mort de Sadate.
- A propos de la «révolution» sandiniste.

Correspondance, abonnements  
20, rue Jean Bouton - 75012 Paris

Versements:  
Chèque bancaire à l'ordre de Saro  
ou chèque postal à l'ordre du  
«Prolétaire»

Correspondance pour la Belgique:  
J.A. BP 199  
1060 Bruxelles 6

Correspondance pour la Suisse  
Editions Programme, 12 rue du Pont  
1003 Lausanne

Abonnements:  
1 an: 60 F, 6 mois: 30 F  
pli fermé: 90 F et 45 F  
Abonnements de soutien:  
à partir de 100 F

Directeur-gérant SARO  
Imprimerie «Editions Polyglottes»  
232, rue de Charenton - 75012 Paris  
Distribue par les NMPP  
N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse 52926

## Golan: nouvel acte de piraterie d'Israël

La mise sur pied des accords de Camp David nous avait amenés à affirmer: «l'agressivité militaire d'Israël va désormais se canaliser vers le Nord-Est et l'Est, la frontière sud devenant un havre de paix» («Programme Communiste» n°80). Les attaques répétées au Liban et le raid en Irak l'ont confirmé.

Il est clair que l'évacuation du Sinaï a poussé Israël à accentuer sa pression colonisatrice en Cisjordanie et maintenant au Golan. L'Etat pied-noir a bien choisi le moment: échec du sommet arabe de Fès, focalisation des énergies de l'impérialisme russe et des impérialismes occidentaux sur la Pologne...

Cet acte de piraterie, qui verrouille encore la domination coloniale sur la population du Golan sans la moindre réaction des régimes bourgeois arabes, doit renforcer chez les prolétaires du Proche-Orient l'idée que seule la révolution prolétarienne, qui fera sauter tous les Etats bourgeois de la région, peut en finir aussi avec l'Etat pied-noir d'Israël. Il doit nourrir chez les prolétaires d'ici la haine de l'impérialisme dont Israël reste l'avant-poste, même lorsqu'il se dispute avec ses maîtres.